Luc Ferry
Alain Renaut

68-86
Itinéraires de l'individu

LE MONDE ACTUEL

Gallimard

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

© *Éditions Gallimard, 1987.*

Extrait de la publication

À Cornelius Castoriadis

Extrait de la publication

Extrait de la publication

INTERROGATIONS

Décembre 86 : la France, quelque peu étonnée, assiste à la plus grande manifestation étudiante et lycéenne de son histoire. Grande, mais pas grandiose, diront certains : non seulement les manifestations manquent cruellement de cette dimension messianique ou utopique sans laquelle, pensent-ils, aucun mouvement social digne de ce nom ne saurait entrer dans l'Histoire, mais il se termine par une bien étrange victoire, une victoire à la Pyrrhus : le retrait du projet Devaquet (quelles que soient ses faiblesses) ne résout aucun des problèmes dont souffre aujourd'hui l'Université. La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, les inégalités *réelles* au sein d'une même classe d'âge, les relations entre les études et la vie professionnelle, les disparités entre Paris et la province, aucune de ces questions n'aura été abordée, et le maintien du *statu quo,* s'il calme le jeu, nous laisse une situation qui, de la droite à la gauche, fait maintenant l'unanimité contre elle. L'es-

Extrait de la publication

sentiel, pourtant, n'est peut-être pas là. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986 mérite réflexion, et ce au-delà même de cet aspect numériquement impressionnant qui déjà, si l'on entend comprendre le présent et ne pas y voir simplement l'expression de la sottise, ne peut laisser indifférent.

Il est clair, tout d'abord, qu'à l'exception de quelques comiques, personne n'eut la prétention d'avoir prévu les événements. Cet effet de surprise ne peut pas ne pas évoquer celui qui avait caractérisé l'explosion de 1968, même si l'analogie est peut-être plus trompeuse qu'il n'y paraît. Car, rétrospectivement, le véritable paradoxe est qu'en 1986 la prévision ait à ce point été impossible, tant il semble, au regard des schèmes les plus courants de la sociologie, qu'à la différence du climat économiquement euphorique où surgit Mai, le présent contexte de dépression et de crise était par lui-même virtuellement explosif. Une telle absence de prévision souligne également l'extraordinaire coupure qui s'est instaurée entre les individus et la classe politique. Manifestement, les premiers éprouvent beaucoup de peine à se reconnaître dans les discours comme dans les actes de la seconde, qui, de son côté, préoccupée avant tout par des problèmes internes (notamment ceux que pose, au sommet de l'État, la « cohabitation » droite/gauche), se soucie davantage des tours et des détours du jeu politicien que des attentes ou des

Extrait de la publication

demandes de la population. La pratique des « petites phrases », à usage rigoureusement interne, qui font les délices des professionnels de la vie politique et de ses commentateurs témoigne amplement d'une telle fermeture. En témoigne aussi la manière dont la droite, dans l'élan d'une victoire électorale récente, a pu se laisser emporter par la logique d'une idéologie : convaincue que les principes « néo-libéraux » étaient acceptés en tant que tels dès lors que les projets de privatiser une chaîne de télévision ou quelques grandes entreprises n'avaient point ému les larges masses, elle a cru que l'extension de la même logique au problème de l'autonomisation des universités ne ferait pas davantage difficulté. Chacun convient aujourd'hui qu'il s'est agi là d'une bévue. Les premières mesures n'atteignaient pas les individus dans leur vie privée. Le projet Devaquet, dans un contexte marqué par le chômage, devait être perçu comme une tentative de désigner d'avance les « gagnants » et les « perdants ».

La gauche, pour autant, ne devrait trouver là nulle raison particulière de se réjouir : non seulement elle avait fait preuve, en 1984, d'un même aveuglement en croyant pouvoir, dans la foulée des nationalisations, rouvrir le dossier de l'école privée, mais en 1986 même, face à la contestation du projet Devaquet, il lui a fallu largement prendre le train en marche pour tenter de récupérer les manifestations. Elle y est

Extrait de la publication

parvenue dans une certaine mesure. Mais elle se tromperait lourdement si elle voyait dans cette emprise, d'ailleurs toute relative, le signe d'un quelconque retour aux valeurs archéo-socialistes de 1981. Que le mouvement étudiant n'ait cessé de proclamer avec ostentation, et quelque naïveté qu'il puisse y avoir dans ces proclamations, son apolitisme et le refus de voir traduire ses exigences dans les termes du clivage droite/gauche [1] est à cet égard significatif.

Autre objet de réflexion : l'explosion sociale, une fois encore, a eu pour thème la question scolaire et universitaire. Le fait, qui se répète de façon frappante depuis 1968, ne peut lui non plus laisser indifférent et être tout simplement imputé à une irresponsabilité ou, selon les camps, à une disponibilité plus grandes de la jeunesse : pas plus qu'elle n'est par elle-même une vertu, la jeunesse ne constitue en tant que telle une tare. En réalité, les raisons de cette polarisation des conflits sociaux sur les institutions éducatives sont

1. On a souligné, dans les principales manifestations, l'absence de tout signe d'organisation, parti ou syndicat, qui eût pu étiqueter le mouvement. « Notre action, disait un étudiant dont les propos sont rapportés par *Le Monde* du 5 décembre 1986, est politique, mais elle n'est pas politisée. » De là, explique le même journal en évoquant le mouvement comme un « objet social non identifié », que le gouvernement a attendu « avec une impatience inquiète qu'un changement tardif le fasse entrer dans un schéma connu (récupération par la gauche ou déviation gauchiste) et le rende plus facile à gérer ».

Extrait de la publication

profondes [1] : si ces mouvements de brusque révolte de l'individu contre un système qu'il juge tantôt oppressif, tantôt injuste, tendent à se concentrer autour du problème de l'éducation, c'est que, dans des sociétés où les tranches d'âge scolaire et universitaire prennent de plus en plus de place, l'école et l'Université constituent les lieux où l'individu vit sa première expérience d'un rapport à la dimension proprement collective du réel. Si l'on tient en outre compte du fait que cette expérience, à travers laquelle s'accomplit le passage à l'âge adulte, n'a cessé, avec l'allongement global de la durée des études, de voir s'accroître son importance (tant individuelle que sociale), on comprendra aisément que le lieu de la première relation au collectif soit devenu le point névralgique de toute société visant l'intégration démocratique des individualités. Parce qu'une telle intégration, pour être démocratique, suppose que l'individu puisse se reconnaître dans le système qui, pour lui, incarne l'universel (ou le collectif), il faut que, tout particulièrement en ce point névralgique, la communication entre l'individu et l'État ne soit hypothéquée ni par des maladresses, ni par des *a priori* insurmontables. De ce point de vue aussi, le

1. Ce point a été parfaitement mis en lumière par M. GAUCHET, « L'école à l'école d'elle-même. Contraintes et contradictions de l'individualisme démocratique », in *Le Débat,* novembre 1985.

Extrait de la publication

rejet massif d'un projet de loi par la population qu'il concernait directement mérite l'attention et l'analyse [1] : la réflexion s'y trouve convoquée à interroger à la fois la fonction de plus en plus décisive des institutions éducatives dans la société démocratique et les conditions faute desquelles ces institutions ne sauraient remplir cette fonction.

Reste enfin le problème posé, au moins depuis 1968, par la répétition même de ces révoltes de l'individu contre un système perçu comme oppressif ou comme injuste, alors qu'elles ne réussissent (comme en témoigne le fait qu'elles doivent se répéter) ni à briser le système qu'elles refusent, ni à le consolider (il n'est nullement garanti contre de nouvelles explosions), ni à s'inscrire véritablement dans des formes institutionnelles nouvelles. S'agit-il là d'un pur et simple bégaiement de l'histoire? Ne peut-on au contraire déceler, à travers la succession de ces révoltes de l'individu, comme un itinéraire dont il faudrait alors pouvoir dégager le sens et discerner les moments?

De fait, il n'est guère d'analyse du mouvement de décembre 1986 qui n'ait éprouvé la nécessité de le situer par rapport à Mai 1968, que ce soit pour

1. Il est significatif que le mouvement de 1986 se soit cristallisé dans le refus d'une loi perçue comme imposée « de l'extérieur » à la vie universitaire, et dans l'exigence d'une loi qui, en vinrent à demander les étudiants, serait « notre loi ».

Extrait de la publication

souligner les analogies ou pour mieux faire ressortir les distances. Cette relation à Mai fut présente, sur le mode de l'humour, au cœur des événements. Lors de la manifestation du 4 décembre, on distribua un tract proclamant : « Les anciens de 68 soutiennent la juste lutte de leurs camarades jeunes », exigeant « le S.M.I.C. à 1 000 francs » et la libération immédiate d'A. Geismar ! Si toutefois, quittant à regret ce terrain, l'on regagne celui de l'analyse, il faut convenir qu'au moins en apparence décembre 1986 défie toute tentative de mise en relation avec Mai 68. Écoutons les acteurs. Lorsque *Le Nouvel Observateur* demande à Isabelle Thomas, leader médiatique des premières semaines du mouvement, pourquoi les étudiants trouvent scandaleux le projet Devaquet, elle répond que son application mènerait à « un système encore plus injuste » et que « donc nous nous battons contre et nous nous battons pour gagner », mais, croit-elle devoir préciser : « Pas comme en 68. » Étonnement du journaliste : « Et en 68, ils se battaient pour quoi ? » Réponse parfaitement représentative de ce que fut, au sein même du mouvement, le rapport au printemps de Mai : « Ils n'en savaient rien eux-mêmes. Et ils ont perdu. Nous, on veut gagner. Remarquez, il y a du bon dans 68. Ils nous ont montré ce qu'il ne fallait pas faire. Il suffit de faire le contraire de 68

Extrait de la publication

et on ne se trompera pas [1]. » Verdict sans appel dont on comprend sans peine qu'il ait plongé certains dans l'amertume. C'est bien sur ce registre qu'A. Comte-Sponville, en un article où l'humour tempère l'indignation, dit sa stupeur devant l'apolitisme ostentatoire des manifestants : « *On ne veut pas de politique! On ne veut pas de politique!* Ce qui est bien le mot d'ordre le plus idiot que j'aie jamais entendu, le plus triste et, au fond, le plus inquiétant. Je sais bien qu'ils n'en sont guère responsables. Marchais et Mitterrand récoltent l'absence de ce qu'ils ont si mal semé... Mais tout de même! Nous dire ça à *nous*! Et en manifestant contre un ministre! Petit con, va... [2]. » La distance la plus évidente est bien là : en 1968, si les partis politiques et les syndicats avaient été débordés, c'était au nom de leur trop parfaite intégration dans une société dont la contestation visait les principes mêmes; et, pour suppléer aux insuffisances du discours politique constitué, Mai avait été chercher ailleurs, dans les diverses variantes du gauchisme, un supplément d'âme idéologique. En 1986, la critique des partis politiques est d'une tout autre nature : elle n'est plus pour ainsi dire « métapolitique », comme en 68, mais, par rapport à la politique des partis,

1. *Le Nouvel Observateur,* 28 novembre-4 décembre 1986, p. 40.
2. A. Comte-Sponville, « La Morale sans l'utopie », in *Libération,* 9 décembre 1986.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

68-86

Itinéraires de l'individu

Décembre 1986 : la France, étonnée, assiste à la plus grande manifestation étudiante et lycéenne de son histoire. Grande, mais pas grandiose, diront certains. La victoire des étudiants ne résout aucun des problèmes dont souffre aujourd'hui l'Université. Les manifestations ont, de toute évidence, manqué de cette dimension messianique, utopique, sans quoi aucun mouvement social digne de ce nom ne semble pouvoir entrer dans l'histoire. Tout paraît opposer 1986 à 1968.

Pourtant, au-delà de ces différences apparentes et réelles, peut-être un même cheminement de l'individualisme contemporain s'accomplit-il, sous des visages divers, à travers ces révoltes étudiantes qui, depuis vingt ans, scandent l'histoire. Un an après *La Pensée 68*, Luc Ferry et Alain Renaut font le point à chaud. Un essai de philosophie immédiate.

Décembre 1986, c'est bien la revendication poursuivie du droit à la différence, lointain héritage de la Pensée 68. Mais c'est aussi, en une nouvelle mue de l'exigence individualiste, une vive résurgence des valeurs civiques et républicaines face à laquelle la configuration intellectuelle des années soixante paraît singulièrement datée.

Il y a peu, le droit était tenu pour une superstructure, voire une forme désuète des rapports sociaux. Depuis 1980, les principaux mouvements de masse, celui de décembre 1986 plus que tout autre, ont cultivé, parfois avec ostentation, la référence juridique. L'automne 1986, en ce sens aussi, restera comme une date importante. Le retard d'un certain mode de pensée sur les exigences de l'époque se sera-t-il manifesté au grand jour ? « Par essence chouette de Minerve, la philosophie n'est pas pour autant contrainte à se caricaturer elle-même et à accepter le rôle du vieil oiseau destiné à l'empailleur. »

Luc Ferry/Alain Renaut

Luc Ferry et Alain Renaut animent ensemble le Collège de Philosophie. *Ils ont notamment écrit en commun* Des droits de l'homme à l'idée républicaine, *P.U.F., 1985.*

9 782070 709489 87-II A 70948 ISBN 2-07-070948-5 62 FF tc

Droit de reproduction